

# Espagne

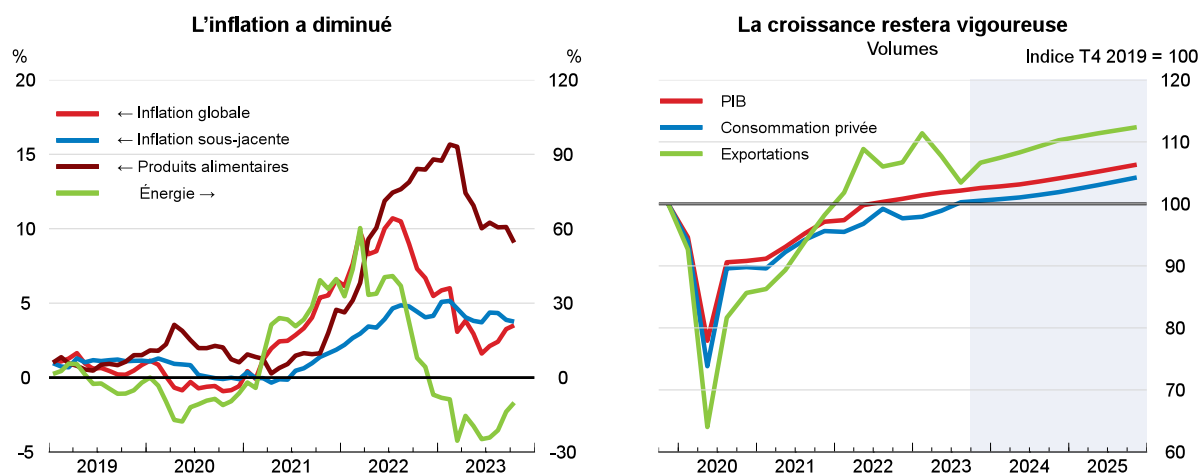
La croissance du PIB devrait s'établir à 1.4 % en 2024, puis à 2.0 % en 2025. La demande intérieure en sera le moteur essentiel. La croissance de la consommation et de l'investissement privés ralentira, en raison de conditions de financement restrictives et d'une inflation persistante en 2024, avant de se redresser en 2025. Quant à la demande extérieure, elle contribuera moins à la croissance qu'au cours des années précédentes. L'inflation devrait augmenter légèrement pour atteindre 3.7 % en 2024, avant de refluer à 2.3 % en 2025.

Le déficit budgétaire diminue au cours de la période de projection, mais un assainissement budgétaire plus vigoureux et soutenu est indispensable pour maintenir la dette sur une trajectoire descendante, et dégager des marges de manœuvre afin de financer des dépenses permettant de faire face au vieillissement démographique et de favoriser la croissance. Pour accroître la productivité et l'innovation, il conviendrait de s'attacher en priorité à favoriser les projets de recherche-développement (R-D) au moyen de partenariats entre entreprises et instituts de recherche, et à réduire les différences de réglementation entre régions.

## L'économie ralentit

Le PIB a progressé de 0.3 % au troisième trimestre de 2023. Les indicateurs de confiance des entreprises sont en berne depuis le printemps, et les enquêtes sur l'activité des entreprises font ressortir un fléchissement dans différents secteurs depuis juillet. Quant à la confiance des consommateurs, elle reste faible. Le marché du travail est dynamique, ainsi que l'illustre la croissance de l'emploi, qui a atteint 2.6 % en rythme annuel en octobre, compte tenu de la hausse du taux d'emploi et de l'intégration d'immigrés dans la population active. Le taux de chômage s'est hissé à 11.8 % en septembre 2023. Les salaires nominaux ont augmenté de 4.3 % en glissement annuel au troisième trimestre de 2023. L'inflation a nettement reflué, mais elle a bondi de 2.1 % en juillet 2023 à 3.5 % en octobre, en raison du renchérissement de l'énergie et d'effets de base. L'inflation sous-jacente a progressivement reculé et s'établissait à 3.8 % en octobre 2023.

## Espagne



Source : Institut national de statistique (INE, *Instituto Nacional de Estadística*) ; Eurostat ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

## Espagne : Demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Espagne</b>	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 119.0	6.4	5.8	2.4	1.4	2.0
Consommation privée	627.5	7.1	4.7	2.2	1.9	2.0
Consommation publique	246.3	3.4	-0.2	2.6	1.6	1.3
Formation brute de capital fixe	228.5	2.8	2.4	1.7	1.4	2.3
Demande intérieure finale	1 102.4	5.3	3.2	2.2	1.7	1.9
Variation des stocks <sup>1</sup>	0.5	1.4	-0.2	-0.3	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 102.9	6.7	3.0	1.9	1.6	1.9
Exportations de biens et services	344.4	13.5	15.2	1.4	1.4	2.6
Importations de biens et services	328.3	14.9	7.0	0.0	2.0	2.4
Exportations nettes <sup>1</sup>	16.1	-0.2	2.9	0.6	-0.2	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.7	4.1	5.5	2.1	2.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	3.0	8.3	3.5	3.7	2.3
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	—	0.6	3.8	4.3	3.1	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	14.8	12.9	12.0	12.0	11.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	9.6	2.9	2.9	1.6	1.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-6.7	-4.7	-3.6	-3.2	-3.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	140.9	116.3	114.1	114.7	114.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup> (% du PIB)	—	116.8	111.6	109.5	110.1	110.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.8	0.6	2.5	1.4	1.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/vjnxkd>

La croissance des exportations et des importations a ralenti ces derniers trimestres en raison du repli de l'activité observé chez les principaux partenaires commerciaux de l'Espagne. Le resserrement monétaire a une incidence sur l'activité. Les critères d'octroi des prêts aux entreprises et aux consommateurs ont été durcis, et le coût du crédit a augmenté dans tous les secteurs. Les prêts au logement accordés aux ménages et les crédits aux entreprises ont respectivement diminué de 3.4 % et de 4.7 % en glissement annuel en septembre 2023. Les ménages sont très exposés à la hausse des taux d'intérêt, sachant que 70 % des prêts hypothécaires sont assortis de taux variables.

## Un assainissement budgétaire modéré est en cours

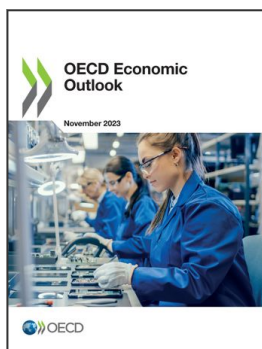
Le déficit des administrations publiques devrait diminuer pour s'établir à 3.2 % du PIB en 2024 et à 3.1 % du PIB en 2025. Des mesures destinées à endiguer l'inflation ont été prolongées jusqu'à la fin de 2023, notamment un chèque de 200 EUR octroyé aux ménages à faible revenu, une baisse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits alimentaires essentiels et des aides ciblées sur certains secteurs. En outre, des allègements fiscaux antérieurs concernant le gaz et l'électricité ainsi que certaines subventions aux transports ont été prorogés. La plupart de ces mesures devraient expirer en décembre 2023, tandis que les réductions d'impôts sur l'énergie et les produits alimentaires devraient être démantelées progressivement au premier semestre de 2024.

## La croissance ralentit, mais elle restera vigoureuse

La croissance du PIB devrait refluer à 1.4 % en 2024, avant de remonter à 2.0 % en 2025. L'orientation restrictive de la politique monétaire, conjuguée au resserrement de la politique budgétaire, freinera la consommation privée et publique en 2024. L'investissement ralentira également en raison de conditions financières et de crédit restrictives. Le solde extérieur devrait s'améliorer à partir de 2025, grâce au renforcement de la croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Espagne au sein de l'Union européenne (UE). L'atténuation progressive des tensions inflationnistes, conjuguée à la résilience du marché du travail et au déploiement des projets prévus dans le cadre du Plan de relance, de transformation et de résilience de l'économie (PRTR), soutiendra la croissance en 2025. L'inflation devrait s'accélérer au premier semestre de 2024, compte tenu du démantèlement progressif des mesures destinées à endiguer la hausse des prix de l'énergie à partir de décembre 2023, mais elle ralentira de nouveau vers la fin de 2024 et en 2025. L'inflation sous-jacente devrait rester élevée en 2024, à cause de l'effet décalé de la répercussion du renchérissement de l'énergie, avant de reculer en 2025. Des risques substantiels entourent ces perspectives. Une nouvelle escalade des conflits géopolitiques pourrait faire monter les prix de l'énergie et l'inflation, et dégrader les perspectives économiques des principaux partenaires commerciaux de l'Espagne. Une mise en œuvre lente du PRTR pourrait limiter la croissance davantage qu'on ne s'y attend. À l'inverse, une amélioration de l'environnement international plus rapide que prévu et un impact plus important des dépenses engagées au titre du PRTR soutiendraient l'activité.

## Il faut réduire encore la dette publique

Un assainissement budgétaire plus vigoureux et soutenu est nécessaire pour maintenir la dette sur une trajectoire descendante et dégager des marges de manœuvre pour financer des dépenses favorisant la croissance. On estime que les dépenses liées au vieillissement démographique devraient augmenter de 2.7 points de PIB potentiel entre 2024 et 2040. L'ample relance budgétaire a contribué à atténuer les effets du choc inflationniste sur les entreprises et les ménages, mais les mesures de soutien devraient prendre fin comme prévu. Des efforts visant à promouvoir les projets de R-D au moyen de partenariats entre entreprises et instituts de recherche et à réduire les différences de réglementation entre régions permettraient de renforcer la productivité et l'innovation. L'amélioration des compétences et des résultats du système d'enseignement peut améliorer les perspectives d'emploi, notamment celles des jeunes. Elle devrait donc constituer une priorité, de même que la mise en œuvre de politiques actives du marché du travail plus efficaces. Pour réaliser ses objectifs de lutte contre le changement climatique, l'Espagne devra rendre son système fiscal plus respectueux de l'environnement, tout en élargissant la base d'imposition et en réduisant le nombre d'exonérations, et relever progressivement les taux d'imposition des émissions non couvertes par le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'UE.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2023), « Espagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/a9dee50a-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.